

Ministère de la Famille,
des Aînés et de
la Condition féminine

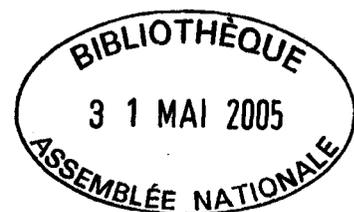
Québec 

F34A1
C33
2005/06
3,1
QL
P. gouv.

Étude des crédits 2005-2006

Demandes de renseignements **particuliers**
de l'opposition officielle adressées
à la Ministre de la Famille,
des Aînés et de la Condition féminine

(Volet Condition féminine, Secrétariat à la
condition féminine)



ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

Demande de renseignements généraux et particuliers de l'Opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
1.	<p>Pour toutes les sociétés (OSBL) créées par le ministère ou par un des employés du ministère ou d'une des sociétés relevant du ministère dans les deux dernières années:</p> <ol style="list-style-type: none">Date et contexte de création;Objectifs poursuivis;Nombre d'employés et/ou d'administrateurs incluant leur nom, titre, salaire incluant le cas échéant les comptes de dépenses, frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation ainsi que leur cv;Indiquer, le cas échéant, la date du début du contrat, de la nomination ou autre et de la fin;Indiquer le budget dévolu
2.	<p>Copie des études, scénarios et/ou analyses réalisés depuis le 1^{er} mai 2003 concernant la régionalisation, la concentration des effectifs et programmes du ministère et/ou organismes relevant de celui-ci.</p>
3.	<p>Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2004-2005, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.</p>
4.	<p>Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2004-2005, indiquer :</p> <ol style="list-style-type: none">La liste des employés et/ou membres du conseil d'administration;La liste des personnes qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération;La liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur cv;Leur frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.
5.	<p>Pour l'année 2004-2005, le nombre d'employés à statut occasionnel dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteurs d'activité.</p>
6.	<p>Pour l'année 2004-2005, le nombre d'employés à statut occasionnel qui ont été congédiés, par secteurs d'activités.</p>
7.	<p>Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2004-2005 et comparaison avec les quatre années précédentes.</p>
8.	<p>Nombre et pourcentage d'employés occasionnels devenus permanents pour 2003-2004 et pour 2004-2005</p>
9.	<p>Prévisions budgétaires pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2004-2005.</p>
10.	<p>Pour tout organisme relevant du ministère, concernant le bureau de la présidence :</p> <ol style="list-style-type: none">nombre de rencontres, repas ou de réunions et les frais afférents;liste de personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre;frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de



ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

Demande de renseignements généraux et particuliers de l'Opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
	représentation; d. liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents.
11.	Liste et copie de tous les sondages commandés en 2004-2005, en incluant les coûts.
12.	Frais de traduction et liste des documents traduits incluant la liste des contrats et le nom des firmes sélectionnées, de même que les coûts.
13.	Copie de la partie accessible au public de tous les mémoires déposés au Conseil des ministres en 2004-2005 et qui ont transité par le Secrétariat à la condition féminine.
14.	Liste de tous les effectifs en poste au Secrétariat en 2002-2003, 2003-2004, 2004-2005 et prévisions des besoins d'effectifs pour 2005-2006.
15.	Suivi détaillé donné aux engagements contenus dans le plan Québec-Régions en précisant les sommes versées pour 2003-2004, 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006.
16.	Liste des travaux effectués en 2004-2005 et ventilation des sommes liées au rapport de Jean Bernier, Rapport sur les besoins de protection sociale des personnes en situation de travail non traditionnel. Prévisions des travaux et des sommes qui s'y rattacheront pour 2005-2006.
17.	Liste des nominations de femmes pour des postes de cadre, de professionnelle, de sous-ministre en titre, adjointe et associée pour l'année 2004-2005 dans la fonction publique et parapublique québécoise. Date d'entrée en fonction et durée du mandat.
18.	Liste des entreprises privées, commissions scolaires, collèges et universités, municipalités, établissements de santé et services sociaux, ministères et organismes gouvernementaux participant à un programme d'accès à l'égalité en emploi pour 2004-2005. Cibles visées pour 2005-2006.
19.	Liste des organismes ayant reçu une subvention et ventilation des sommes accordées en 2004-2005 pour le programme À égalité pour décider.
20.	Tableau détaillé et à jour du nombre de femmes occupant des postes décisionnels dans les instances reconnues, y compris la représentativité des femmes aux conseils régionaux de développement (avant leur abolition), aux conférences régionales des élus, dans les commissions scolaires et dans les conseils municipaux.
21.	Copie du Rapport synthèses des programmes d'actions 2000-2003.
22.	Copie des documents relatifs à l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) et détails des travaux engagés et prévus en lien avec cette approche.
23.	Copie des documents relatifs à l'approche intégrée de l'égalité (AIE) et détails des travaux engagés et prévus en lien avec cette approche.
24.	Bilan détaillé et ventilation annuelle des mesures et sommes accordées depuis 2000 en lien avec la Marche mondiale des femmes. Ventilation spécifique à 2004-2005 et ventilation pour 2005-2006.
25.	Liste et copie des documents publiés par le Secrétariat à la condition féminine en 2004-2005.
26.	Copie des documents relatifs à la violence conjugale produits en 2004-2005.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

Demande de renseignements généraux et particuliers de l'Opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
27.	Bilan détaillé des programmes gouvernementaux pour lesquels l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) s'est appliquée en 2004-2005.
28.	Liste des comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, leurs membres, le budget dépensé en 2004-2005, les résultats atteints.
29.	Études, avis, analyses, recommandations à l'égard du système de perception des pensions alimentaires.
30.	Études, avis, analyses, recommandations à l'égard de la hausse de tarifs des garderies et des services de garde en milieu scolaire.
31.	Copie du rapport sur l'expérience de l'application de l'analyse différenciée selon les sexes.
32.	Liste des organismes voués à l'accueil et l'intégration des femmes immigrantes.
33.	Nombre total de juges au 31 mars 2005 pour chaque cour de juridiction québécoise. Pour chacune des cours, distinguer les juridictions de la région ainsi que le sexe des juges.
34.	Ventilation globale, interrégionale et régionale du financement des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) pour l'année 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006. Liste et localisation de tous les organismes qui ont été financés.
35.	Ventilation globale, interrégionale et régionale du financement des CAVACS pour l'année 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006. Liste et localisation de tous les organismes qui ont été financés.
36.	Orientations gouvernementales en matière d'agression sexuelle : bilan des travaux effectués en 2004-2005. Indiquer les sommes rattachées à l'application de ces orientations, le bilan des mesures mises en place de même que les prévisions financières pour 2005-2006 réservées à cette fin. Travaux engagés ou à prévoir en 2005-2006 en lien avec cette politique.
37.	Ventilation détaillée des sommes accordées en 2004-2005 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence. Mesures engagées ou à prévoir et ventilation des sommes prévues pour 2005-2006.
38.	Ventilation détaillée du financement des centres de femmes pour 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006. La ventilation demandée comprend la répartition interrégionale, de même que la liste de tous les centres financés et le détail de leur financement, de même que les critères de financement.
39.	Liste des maisons d'aide et d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale et ventilation interrégionale, régionale et locale du budget global et alloué par établissement pour l'année 2004-2005. Ressources financières prévues pour 2005-2006. Liste, localisation et ventilation du financement accordé à tous les organismes qui ont été financés en 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006. Copie des critères de financement.
40.	Ventilation globale, interrégionale et régionale du financement des centres d'aide, de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) pour l'année 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006. Liste et localisation de tous les organismes qui ont été financés
41.	Sommes accordées en 2003-2004, 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006, sous réserve d'approbation des crédits, des sommes accordées pour le soutien aux organismes communautaires oeuvrant auprès des hommes violents. Liste détaillée des organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

Demande de renseignements généraux et particuliers de l'Opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
42.	Ventilation par sexe pour les postes de sous-ministres, sous-ministres associés et sous-ministres adjoints, dirigeants d'organismes pour l'année 2004-2005.
43.	Bilan détaillé des mesures pour lesquelles s'est appliquée l'analyse différenciée selon les sexes. Résultats de cette analyse.
44.	Copie de tous les documents relatifs aux grossesses précoces produits en 2004-2005.
45.	Bilan des mesures de soutien pour les mères adolescentes et ventilation des sommes qui y sont rattachées pour 2004-2005. Prévisions pour 2005-2006.
46.	Bilan des mesures appliquées en 2004-2005 pour sensibiliser les jeunes à la violence. Ventilation des sommes accordées à cette fin et prévisions des sommes accordées pour 2005-2006.
47.	État des travaux et bilan des actions engagées afin que la pension alimentaire reçue par les bénéficiaires de l'aide financière ne soit plus comptabilisée comme un revenu. Détails financiers de cette mesure.

Ministère de la Famille,
des Aînés et de
la Condition féminine

Québec 

Demandes de renseignements **particuliers**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP1 – CONDITION FÉMININE

Titre 1

Pour toutes les sociétés (OSBL) créées par le ministère ou par un des employés du ministère ou d'une des sociétés relevant du ministère dans les deux dernières années:

- a. Date et contexte de création;
- b. Objectifs poursuivis;
- c. Nombre d'employés et/ou d'administrateurs incluant leur nom, titre, salaire incluant le cas échéant les comptes de dépenses, frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation ainsi que leur cv;
- d. Indiquer, le cas échéant, la date du début du contrat, de la nomination ou autre et de la fin;
- e. Indiquer le budget dévolu.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne s'applique pas à la demande de renseignements particuliers.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine

COLLABORATION :

VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP2 – CONDITION FÉMININE

Titre 2

Copie des études, scénarios et/ou analyse réalisés depuis le 1^{er} mai 2003 concernant la régionalisation, la concentration des effectifs et programmes du ministère et/ou des organismes relevant de celui-ci.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne s'applique pas à la demande de renseignements particuliers.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine
COLLABORATION :
VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP3 – CONDITION FÉMININE

Titre 3

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2004-2005, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne s'applique pas à la demande de renseignements particuliers.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine

COLLABORATION :

VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP4 – CONDITION FÉMININE

Titre 4

Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2004-2005, indiquer :

- a. La liste des employés et/ou membres du conseil d'administration;
- b. La liste des personnes qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération;
- c. La liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur cv;
- d. Leur frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne s'applique pas à la demande de renseignements particuliers.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine

COLLABORATION :

VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP5 – CONDITION FÉMININE

Titre 5

Pour l'année 2004-2005, le nombre d'employés à statut occasionnel dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteurs d'activité.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne s'applique pas à la demande de renseignements particuliers.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine
COLLABORATION :
VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP6 – CONDITION FÉMININE

Titre 6

Pour l'année 2004-2005, le nombre d'employés à statut occasionnel qui ont été congédiés, par secteurs d'activités.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne s'applique pas à la demande de renseignements particuliers.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine
COLLABORATION :
VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP7 – CONDITION FÉMININE

Titre 7

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2004-2005 et comparaison avec les quatre années précédentes.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne s'applique pas à la demande de renseignements particuliers.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine
COLLABORATION :
VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP8 – CONDITION FÉMININE

Titre 8

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels devenus permanents pour 2003-2004 et pour 2004-2005.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne s'applique pas à la demande de renseignements particuliers.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine
COLLABORATION :
VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP9 – CONDITION FÉMININE

Titre 9

Prévisions budgétaires pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2004-2005.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne s'applique pas à la demande de renseignements particuliers.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine
COLLABORATION :
VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP10 – CONDITION FÉMININE

Titre 10

Pour tout organisme relevant du ministère, concernant le bureau de la présidence :

- a. nombre de rencontres, repas ou de réunions et les frais afférents;
- b. liste de personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre;
- c. frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation;
- d. liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne s'applique pas à la demande de renseignements particuliers.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine

COLLABORATION :

VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP11 – CONDITION FÉMININE

Titre 11

Liste et copie de tous les sondages commandés en 2004-2005, en incluant les coûts.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne s'applique pas à la demande de renseignements particuliers.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine

COLLABORATION :

VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP12 – CONDITION FÉMININE

Titre 12

Frais de traduction et liste des documents traduits incluant la liste des contrats et le nom des firmes sélectionnées, de même que les coûts.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne s'applique pas à la demande de renseignements particuliers.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine
COLLABORATION :
VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP13 – CONDITION FÉMININE

Copie de la partie accessible au public de tous les mémoires déposés au Conseil des ministres en 2004-2005 et qui ont transité par le Secrétariat à la condition féminine.

- Mémoire concernant la mise en oeuvre de la deuxième génération du programme d'aide financière *À égalité pour décider*;
- Mémoire concernant le mandat de la délégation du Québec à la 23^e Réunion fédérale-provinciale-territoriale annuelle des ministres responsables de la Condition féminine à St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador), les 29, 30 septembre et 1^{er} octobre 2004;
- Mémoire concernant la participation du gouvernement du Québec à la 49^e Session de la Commission de la condition de la femme (Beijing +10), qui aura lieu au siège des Nations unies, à New York, du 28 février au 11 mars 2005;
- Mémoire concernant le Plan d'action gouvernemental 2004-2009 en matière de violence conjugale.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP14 – CONDITION FÉMININE

Liste de tous les effectifs en poste au Secrétariat en 2002-2003, 2003-2004, 2004-2005 et prévisions des besoins d'effectifs pour 2005-2006.

EFFECTIFS EN POSTE	2003-2004
Hors-cadre	1
Cadre	1
Professionnel et professionnelles	13 ¹
Fonctionnaires	6
Total	21

¹ Incluant 1 congé sans solde

EFFECTIFS EN POSTE	2004-2005
Hors-cadre	1
Cadre	1
Professionnel et professionnelles	13 ¹
Fonctionnaires	6 ²
Total	21

¹ Incluant 1 congé sans solde et 2 préretraites

² Incluant 1 préretraite

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP15- CONDITION FÉMININE

Suivi détaillé donné aux engagements contenus dans le plan Québec-Régions en précisant les sommes versées pour 2003-2004, 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006.

Le Plan Québec-Régions issu du Sommet des régions de 2003 a été suivi jusqu'en 2004. Le suivi du Plan d'action Québec-Régions, qui était assuré par la Table Québec-Régions, a pris fin avec la signature de deux protocoles d'entente signés à l'issue du Forum des générations le 14 octobre 2004.

Le premier protocole, signé avec les unions municipales, porte sur la décentralisation et le second, signé avec les présidents des CRE, porte sur les trois volets de la régionalisation, soit la décentralisation, la régionalisation administrative et l'adaptation et la modulation de l'action des ministères aux particularités des régions.

Dans le volet destiné à « Favoriser la participation des femmes au développement régional » (engagement 11.15), le Secrétariat à la condition féminine était responsable de la mesure suivante :

Reconduire le financement des organismes communautaires femmes dans le cadre du programme « À égalité pour décider » à compter de 2004-2005.

Le programme doté d'un million de dollars par année a été reconduit pour trois années à compter de 2005.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP16 – CONDITION FÉMININE

Liste des travaux effectués en 2004-2005 et ventilation des sommes liées au rapport de Jean Bernier, *Rapport sur les besoins de protection sociale des personnes en situation de travail non traditionnel*. Prévisions des travaux et des sommes qui s'y rattacheront pour 2005-2006.

Cette demande n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP17 – CONDITION FÉMININE

Liste des nominations de femmes pour des postes de cadre, de professionnelle, de sous-ministre en titre, adjointe et associée pour l'année 2004-2005 dans la fonction publique et parapublique québécoise. Date d'entrée en fonction et durée du mandat.

Cette demande n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP18 – CONDITION FÉMININE

Liste des entreprises privées, commissions scolaires, collèges et universités, municipalités, établissements de santé et services sociaux, ministères et organismes gouvernementaux participant à un programme d'accès à l'égalité en emploi pour 2004-2005. Cibles visées pour 2005-2006.

Cette demande n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP19 – CONDITION FÉMININE

Liste des organismes ayant reçu une subvention et ventilation des sommes accordées en 2004-2005 pour le programme *À égalité pour décider*.

Voir document ci-joint.

PROGRAMME À ÉGALITÉ POUR DÉCIDER 2004-2005

LISTE DES ORGANISMES DONT LES PROJETS SONT SUBVENTIONNÉS

ORGANISMES LOCAUX ET RÉGIONAUX

RÉGION	NOM DE L'ORGANISME	MONTANT
01 – Bas-Saint-Laurent	• Centre-Femmes Catherine-Leblond	18 600 \$
	• Centre des femmes du Témiscouata	18 600 \$
	• Regroupement des femmes de la région de Matane	13 600 \$
	• Table de concertation des groupes de femmes du Bas-Saint-Laurent	27 600 \$
02 – Saguenay–Lac-Saint-Jean	• Centre de femmes La Source inc.	24 600 \$
03 – Québec	• Association du YWCA de Québec	14 100 \$
	• Centre international des femmes de Québec	10 000 \$
	• Groupe Femmes, Politique et Démocratie	23 600 \$
	• Maison communautaire de Missinak	24 100 \$
	• Regroupement des groupes de femmes de la région 03	23 600 \$
04 – Mauricie	• Centre de femmes l'Héritage	9 100 \$
	• Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie	27 600 \$
05 – Estrie	• Centre pour femmes immigrantes	20 600 \$
	• Coopérative de solidarité Femmes et Pouvoir de la MRC du Granit	13 600 \$
	• Promotion des Estriennes pour initier une nouvelle équité sociale (PEPINES)	28 600 \$
06 – Montréal	• Centre d'accueil et de référence sociale et économique pour immigrants de Saint-Laurent	20 000 \$
	• Centre d'encadrement pour jeunes filles immigrantes	24 600 \$
	• Collectif des femmes immigrantes du Québec	20 000 \$
	• La Marie Debout	22 200 \$
	• Table des groupes de femmes de Montréal	27 600 \$
07 – Outaouais	• Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales (AGIR)	28 600 \$
	• Observatoire sur le développement régional et l'analyse différenciée selon les sexes (ORÉGAND)	19 600 \$

RÉGION	NOM DE L'ORGANISME	MONTANT
08 – Abitibi-Témiscamingue	• Centre de femmes du Témiscamingue	13 600 \$
	• Regroupement de femmes de l'Abitibi-Témiscamingue	26 600 \$
09 – Côte-Nord	• Club politique féminin Côte-Nord	26 600 \$
	• Regroupement des femmes de la Côte-Nord	24 600 \$
	• Regroupement local des femmes innus de la communauté de Ekuanitshit	20 600 \$
10 – Nord-du-Québec	• Comité Condition Féminine Baie-James	25 600 \$
11 – Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	• Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles	33 600 \$
12 – Chaudière-Appalaches	• Centre-Femmes de Bellechasse	8 600 \$
	• Centre-Femmes de Lotbinière	18 600 \$
	• Centre-Femmes La Jardilec inc.	19 600 \$
	• Femmes d'influences	14 100 \$
	• Réseau des groupes de femmes Chaudière-Appalaches	26 600 \$
13 – Laval	• Table de concertation de Laval en condition féminine	28 600 \$
14 – Lanaudière	• Table de concertation des groupes de femmes de Lanaudière	18 600 \$
15 – Laurentides	• Réseau des femmes des Laurentides	31 600 \$
16 – Montérégie	• Centre D'Main de femmes	15 600 \$
	• Le Réseau des élues municipales de la Montérégie	27 600 \$
	• Maison internationale de la Rive-Sud	21 200 \$
17 – Centre-du-Québec	• Syndicat des agricultrices du Centre-du-Québec	5 000 \$
	• Table de concertation du mouvement des femmes du Centre-du-Québec	32 600 \$
	• Collectif Féminisme et Démocratie	30 000 \$
	• Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT)	30 000 \$
	• Fédération des femmes du Québec	22 500 \$
	• Réseau québécois des femmes en environnement	17 500 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP20 – CONDITION FÉMININE

Tableau détaillé et à jour du nombre de femmes occupant des postes décisionnels dans les instances reconnues, y compris la représentativité des femmes aux conseils régionaux de développement (avant leur abolition), aux conférences régionales des élus, dans les commissaires scolaires et dans les conseils municipaux.

Données complètes dans le document *Présence des femmes dans les lieux décisionnels et consultatifs régionaux*.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP21- CONDITION FÉMININE

Copie du Rapport synthèse du programme d'action 2000-2003.

Tous les ministères et organismes participant au programme d'action ont fait état de leurs réalisations de 2000 à 2004.

Le Secrétariat à la condition féminine procède actuellement à la validation des données obtenues afin de publier dans les prochaines semaines un Rapport synthèse des actions du programme d'action 2000-2003, prolongé jusqu'en 2004.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP22- CONDITION FÉMININE

Copie des documents relatifs à l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) et détails des travaux engagés et prévus en lien avec cette approche.

Cette demande n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP23- CONDITION FÉMININE

Copie des documents relatifs à l'approche intégrée de l'égalité (AIE) et détails des travaux engagés et prévus en lien avec cette approche.

Cette demande n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP24- CONDITION FÉMININE

Bilan détaillé et ventilation annuelle des mesures et sommes accordées depuis 2000 en lien avec la Marche mondiale des femmes. Ventilation spécifique à 2004-2005 et ventilation pour 2005-2006.

Cette demande n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP25- CONDITION FÉMININE

Liste et copie des documents publiés par le Secrétariat à la condition féminine en 2004-2005.

- **À égalité pour décider**

Guide, formulaire et signet du programme 2004-2005

Publié par la Direction des communications du ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine

Production : mars – Diffusion : avril 2005.

Quantité : 2000

- **Beijing +10**

Fiches sectorielles préparées en collaboration avec les ministères et organismes concernés par l'événement « Beijing +10 » (informations complémentaires relatives aux thèmes traités à Beijing +10), disponibles sur le site www.scf.gouv.qc.ca.

Dépliant promotionnel portant sur trois thèmes prioritaires (distribué à New York)

Quantité : français (1000), anglais (3000) et espagnol (500).

- **Plan d'action gouvernemental 2004-2009 en matière de violence conjugale**

Publié en décembre 2004 par la Direction des affaires publiques et des communications du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration et la Direction des communications du ministère de la Justice. Publié en pdf sur le site www.scf.gouv.qc.ca.

Quantité : français (5000), anglais (1500).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP26– CONDITION FÉMININE

Copie des documents relatifs à la violence conjugale produits en 2004-2005.

Violence conjugale

- *Plan d'action gouvernemental 2004-2009 en matière de violence conjugale*, Ministère de la Justice et Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration
- *Government action plan 2004-2009 on domestic violence*, Ministère de la Justice et Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration
- *Statistiques 2002 – Violence conjugale*, Ministère de la Sécurité publique

Agression sexuelle

- *Statistiques 2002 sur les agressions sexuelles au Québec*, Ministère de la Sécurité publique
- *Statistiques 1007 à 2001 sur les agressions sexuelles au Québec*, Ministère de la Sécurité publique

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP27- CONDITION FÉMININE

Bilan détaillé des programmes gouvernementaux pour lesquels l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) s'est appliquée en 2004-2005.

Cette demande n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP28- CONDITION FÉMININE

Liste des comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, leurs membres, le budget dépensé en 2004-2005, les résultats atteints.

Aucun budget n'a été dépensé en 2004-2005 dans le cadre des comités interministériels coordonnés par le Secrétariat à la condition féminine.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP30- CONDITION FÉMININE

Études, avis, analyses, recommandations à l'égard de la hausse de tarifs des garderies et des services de garde en milieu scolaire.

Aucune étude n'a été faite à l'égard de la hausse de tarifs des garderies et des services de garde en milieu scolaire.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP32– CONDITION FÉMININE

Liste des organismes voués à l'accueil et l'intégration des femmes immigrantes.

Organismes de femmes financés dans le cadre des programmes suivants :

Programme d'accueil et d'établissement des immigrants (PAEI) et Programme de soutien à l'insertion en emploi (PSIE) :

- Centre communautaire des femmes sud-asiatique
- Centre des femmes de Montréal
- Collectif des femmes immigrantes du Québec
- Association des femmes immigrantes de l'Outaouais

Programme d'appui aux relations civiques et interculturelles (PARCI) :

- Concertation-Femme
- Collectif des femmes immigrantes du Québec
- Écho des femmes de la Petite-Patrie
- Centre d'encadrement pour jeunes filles immigrantes
- Communauté de la Ligue des Jamaïcaines et Canadiennes de Montréal
- Regroupement des groupes de femmes de la région 03 (Portneuf-Québec-Charlevoix)
- Solidarité femmes africaines

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP33- CONDITION FÉMININE

Nombre total de juges au 31 mars 2005 pour chaque cour de juridiction québécoise. Pour chacune des cours, distinguer les juridictions de la région ainsi que le sexe des juges.

RÉPRÉSENTATION FÉMININE ET MASCULINE DANS LA MAGISTRATURE

Cour du Québec	M	F
Chambre de la jeunesse	30	23
Chambre criminelle et pénale	54	14
Chambre civile	57	17
Juridiction mixte	45	20
Total	186	74
Cours municipales		
	79	8
Répartition par région	M	F
01 – Est du Québec et 09 – Côte-Nord	14	1
02 – Saguenay – Lac Saint-Jean	8	2
03 – Québec	31	12
04 – Mauricie-Bois-Francs	10	2
05 – Estrie	11	3
06A – Montréal	52	30
06 ^E – Laval	1	5
07 – Outaouais	10	6
08 – Nord-Ouest	8	1
14 – Laurentides	15	4
14 – Lanaudière	6	1
16 – Montérégie	20	7
Total	186	74

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP34- CONDITION FÉMININE

Ventilation globale, interrégionale et régionale du financement des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) pour l'année 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006. Liste et localisation de tous les organismes qui ont été financés.

En 2003-2004, le MSSS a versé 6 362 114 \$ aux organismes communautaires qui offrent des services aux adolescentes et aux femmes victimes d'agression sexuelle. La grande majorité de ces organismes sont des CALACS. Ce montant inclut le financement du Regroupement québécois des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel.

En 2004-2005, le MSSS a versé 6 785 327 \$ aux 38 organismes communautaires qui offrent des services aux adolescentes et aux femmes victimes d'agression sexuelle. Cette somme est récurrente annuellement. La grande majorité de ces organismes sont des CALACS. Ce montant inclut le financement du Regroupement québécois des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP35- CONDITION FÉMININE

Ventilation globale, interrégionale et régionale du financement des CAVAC pour l'année 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006. Liste et localisation de tous les organismes qui ont été financés.

Par le biais du FAVAC, le ministre de la Justice finance, depuis 1988, le **développement des CAVAC**, actuellement au nombre de 16. Il verse un financement de base assurant le fonctionnement de ces organismes.

CAVAC	2004-2005	2005-2006 (prévisions)
Québec	410 481 \$	552 277 \$
Montréal	835 844 \$	1 355 177 \$
Chicoutimi	364 471 \$	371 553 \$
Outaouais	394 590 \$	497 563 \$
Bas-Saint-Laurent	316 471 \$	559 356 \$
Mauricie	361 971 \$	598 821 \$
Montérégie	435 480 \$	617 389 \$
Laval	307 990 \$	257 722 \$
Estrie	497 236 \$	615 452 \$
Laurentides	305 490 \$	479 472 \$
Lanaudière	307 990 \$	387 519 \$
Côte-Nord	255 481 \$	388 607 \$
Abitibi-Témiscamingue	362 471 \$	509 177 \$
Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	298 971 \$	314 513 \$
Centre-du-Québec	172 990 \$	282 217 \$
Inuit	120 000 \$	350 000 \$
Nouveau CAVAC cri		250 000 \$
TOTAL	5 747 927 \$	8 386 815 \$

Outre les CAVAC, il finance également la ligne téléphonique **S.O.S. Violence conjugale** disponible 24 heures sur 24 et 7 jours par semaine afin de référer les victimes de violence conjugale vers les ressources appropriées. 2004-2005 : 363 610 \$. Localisation : Montréal.

Depuis 2001, le FAVAC transfère au Secrétariat à l'action communautaire autonome (SACA) un montant de 75 000 \$ afin de financer l'**Association Québécoise Plaidoyer-Victimes**. Localisation : Montréal.

Sur une base exceptionnelle, et en application de l'article 15 de la *Loi sur l'aide aux victimes d'actes criminels*, le FAVAC a financé, en 2004-2005, trois nouveaux organismes uniquement pour des projets spécifiques :

- Le **Regroupement des innocentes victimes du crime organisé (RIVCO)** a reçu une somme de 62 056 \$. Localisation : Laval.
- Un financement de 17 000 \$ pour l'exercice financier 2004-2005 est en voie d'être finalisé pour l'organisme présidé par M. Pierre-Hugues Boisvenu, soit l'**Association des Familles de Personnes Assassinées ou Disparues (AFPAD)**. Localisation : Sherbrooke.
- **Fondation Marie-Vincent** : un premier versement de 66 666 \$ a été effectué au cours de l'exercice financier 2004-2005. Localisation : Montréal.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP36- CONDITION FÉMININE

Orientations gouvernementales en matière d'agression sexuelle : bilan des travaux effectués en 2004-2005. Indiquer les sommes rattachées à l'application de ces orientations, le bilan des mesures mises en place de même que les prévisions financières pour 2005-2006 réservées à cette fin. Travaux engagés ou à prévoir en 2005-2006 en lien avec cette politique.

Le Comité interministériel de coordination en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle collige annuellement des informations portant sur la mise en oeuvre des *Orientations gouvernementales en matière d'agression sexuelle* (2001) et du plan d'action s'y rattachant.

Le Comité interministériel a réuni, les 22 et 23 mars, les membres de son comité conseil afin de connaître leur degré de satisfaction quant à la mise en oeuvre du plan d'action des *Orientations gouvernementales en matière d'agression sexuelle*. Étaient présents à cette réunion des représentants des ministères et organismes suivants :

Comité conseil

- Agence de la santé et des services sociaux de Montréal
- Association des centres jeunesse du Québec
- Association des directeurs de police du Québec
- Association des garderies privées du Québec
- Bureau des substituts du procureur général
- Centre d'intervention en violence et abus sexuels de l'Estrie
- Centre psychiatrie légale de Montréal (Institut Philippe Pinel)
- Centre de recherche interdisciplinaire sur les problèmes conjugaux et les agressions sexuelles (CRIPCAS)
- Centre hospitalier Robert-Giffard
- Centre pour les victimes d'agression sexuelle de Montréal, Comité des centres désignés de Montréal
- Centres d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC)
- Commission québécoise des libérations conditionnelles (CQLC)
- Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ)
- Conseil du statut de la femme
- Direction régionale des services correctionnels Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches
- Direction régionale des services correctionnels de Montréal
- École nationale de police du Québec
- Fédération des Cégeps
- Office des personnes handicapées du Québec
- Ordre des infirmières et infirmiers du Québec (OIIQ)
- Regroupement des centres d'amitié autochtone du Québec inc.
- Regroupement des organismes Espace du Québec (ROEQ)
- Regroupement québécois des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS)
- Service de police de la ville de Montréal
- Sûreté du Québec
- Unité régionale Loisir et Sport Bas-Saint-Laurent

Invités

- Commission nationale des libérations conditionnelles (CNLC)
- Coordination des programmes de délinquants sexuels et de violence familiale pour les services correctionnels du Canada

Comité interministériel

- Bureau d'aide aux victimes d'acte criminel
- Ministère de la Justice
- Ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine
- Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
- Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
- Ministère de la Santé et des Services sociaux
- Ministère de la Sécurité publique

Le compte rendu de la réunion des 22 et 23 mars du Comité conseil en agression sexuelle sera déposé aux sous-ministres responsables du Comité des sous-ministres en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle (M^{me} Sylvie Barcelo et M^{me} Danielle Montmigny) au cours du mois de juin.

Un rapport synthèse portant sur la mise en œuvre du plan d'action en matière d'agression sexuelle sera produit en 2006 pour les années 2001-2006.

**SOURCE : SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE
2005-05-18**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP37- CONDITION FÉMININE

Ventilation détaillée des sommes accordées en 2004-2005 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence. Mesures engagées ou à prévoir et ventilation des sommes prévues pour 2005-2006.

Afin de supporter les femmes et les enfants victimes de violence :

- Depuis mai 2003, le gouvernement a accordé un montant additionnel de 15 M\$ d'argent nouveau dont 12 M\$ aux maisons d'hébergement pour les femmes victimes de violence conjugale portant ainsi leur financement à plus de 44 M\$ sur une base annuelle récurrente.
- Ces nouvelles sommes allouées aux maisons sont respectivement de 7 M\$ en 2003-2004 et 5 M\$ en 2004-2005.
- L'octroi d'une subvention de 100 000 \$ à l'organisme Projet Intervention Prostitution Québec pour la prévention de la prostitution juvénile auprès des jeunes en milieu scolaire (région de Québec).
- L'octroi d'une subvention de 151 000 \$ sur deux ans à Femmes autochtones du Québec pour soutenir les services d'aide et d'accompagnement des victimes de violence conjugale et familiale en milieu autochtone, la création à Kuujuaq d'un nouveau Centre d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC), et la participation du Québec à un groupe de travail provincial, fédéral et territorial sur la situation des femmes autochtones, notamment en matière de violence et de santé.
- Le 8 décembre 2004, le *Plan d'action gouvernemental 2004-2009 en matière de violence conjugale* a été rendu public. Ce plan contient 72 engagements dont 42 nouveaux et vise principalement à améliorer la sécurité et la protection des victimes et de leurs proches. Le plan prévoit également la mise en œuvre d'une campagne de sensibilisation auprès de la population. La mise en œuvre du plan d'action nécessitera un ajout de 65 M\$ sur cinq ans aux sommes déjà octroyées par le gouvernement.
- En 2004-2005, le MSSS a accordé une première subvention de base à six nouveaux centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel pour un total de 200 000 \$. Le nombre d'organismes communautaires qui offrent des services aux adolescentes et aux femmes victimes d'agression sexuelle est maintenant de 38 organismes. La grande majorité de ces organismes sont des CALACS. Leur financement annuel récurrent est de près de 7 M\$.
- Les sommes prévues pour 2005-2006 par les différents ministères ne sont pas encore disponibles.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP38- CONDITION FÉMININE

Ventilation détaillée du financement des centres de femmes pour 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006. La ventilation demandée comprend la répartition interrégionale et régionale, de même que la liste de tous les centres financés et le détail de leur financement, de même que les critères de financement.

L'exercice d'allocation pour l'année 2005-2006 est en cours sous la responsabilité du ministère de la Santé et des Services sociaux et des agences de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux.

Pour l'exercice 2003-2004, 123 centres de femmes et un porte-parole, soit L'R des centres de femmes, ont reçu un montant global de 12 078 720 \$.

Pour l'exercice 2004-2005, 123 centres de femmes et un porte-parole, soit L'R des centres de femmes, ont reçu un montant global de 13 305 542 \$.

Le financement de l'ensemble des centres de femmes en appui à leur mission globale a augmenté d'un peu plus de 1,5 M\$ sur une base récurrente annuelle depuis avril 2003.

Les critères de financement se basent sur les paramètres indiqués dans le Programme de soutien aux organismes communautaires ainsi que sur le Cadre de référence d'action communautaire du gouvernement du Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP39- CONDITION FÉMININE

Liste des maisons d'aide et d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale et ventilation interrégionale, régionale et locale du budget global et alloué par établissement pour l'année 2004-2005. Ressources financières prévues pour 2005-2006. Liste, localisation et ventilation du financement accordé à tous les organismes qui ont été financés en 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006. Copie des critères de financement.

En 2003-2004, le MSSS a versé 36 468 652 \$ aux 106 maisons d'hébergement et de transition qui accueillent les femmes victimes de violence conjugale et leurs enfants. Cette somme inclut le financement de leur association provinciale.

En 2004-2005, le MSSS a versé 44 429 463 \$ aux 106 maisons d'hébergement et de transition qui accueillent les femmes victimes de violence conjugale et leurs enfants. Cette somme est récurrente annuellement et inclut le financement de leurs deux associations provinciales.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP40- CONDITION FÉMININE

Ventilation globale, interrégionale et régionale du financement des centres d'aide, de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) pour l'année 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006. Liste et localisation de tous les organismes qui ont été financés.

Ce dossier relève de la compétence du ministère de la Santé et des Services sociaux.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP41- CONDITION FÉMININE

Sommes accordées en 2003-2004, 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006, sous réserve d'approbation des crédits, des sommes accordées pour le soutien aux organismes communautaires oeuvrant auprès des hommes violents. Liste détaillée des organismes.

En 2003-2004, le MSSS a versé 3 054 548 \$ aux 33 organismes communautaires qui interviennent auprès des conjoints violents. Cette somme inclut le financement de leur association nationale.

En 2004-2005, le MSSS a ajouté 1 M\$ au financement aux organismes communautaires qui interviennent auprès des conjoints violents incluant le financement de leur association nationale. Leur financement a ainsi été porté à 4 054 548 \$ récurrent.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP42- CONDITION FÉMININE

Ventilation par sexe pour les postes de sous-ministres, sous-ministres associés et sous-ministres adjoints dirigeants d'organismes pour l'année 2004-2005.

Cette demande n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP43- CONDITION FÉMININE

Bilan détaillé des mesures pour lesquelles s'est appliquée l'analyse différenciée selon les sexes. Résultats de cette analyse.

Cette demande n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP44- CONDITION FÉMININE

Copie de tous les documents relatifs aux grossesses précoces produits en 2004-2005.

Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport a diffusé, en 2004, auprès des ressources de l'enseignement supérieur (cégeps et universités) le document intitulé *Soutien et services offerts par les cégeps et les établissements universitaires aux étudiantes enceintes ou qui ont récemment accouché – Résultats d'une enquête*.

Le document dresse un portrait général des pratiques et des actions entreprises par les établissements en vue de soutenir les étudiantes et offre un inventaire des mesures.

Pour sa part, le ministère de la Santé et des Services sociaux n'a réalisé aucune publication sur ce dossier.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP45- CONDITION FÉMININE

Bilan des mesures de soutien pour les mères adolescentes et ventilation des sommes qui y sont rattachées pour 2004-2005. Prévisions pour 2005-2006.

Ce dossier relève de la compétence du ministère de la Santé et des Services sociaux et, dans certains cas, du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport ou du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP46- CONDITION FÉMININE

**Bilan des mesures appliquées en 2004-2005 pour sensibiliser les jeunes à la violence.
Ventilation des sommes accordées à cette fin et prévisions des sommes accordées pour
2005-2006.**

Cette demande n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP47- CONDITION FÉMININE

État des travaux et bilan des actions engagées afin que la pension alimentaire reçue par les bénéficiaires de l'aide financière ne soit plus comptabilisée comme un revenu. Détails financiers de cette mesure.

- L'article 61 de la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale* convie le ministre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, en concertation avec les autres ministres concernés et avant le 5 mars 2005, à présenter au gouvernement **un rapport et des recommandations portant sur la façon dont sont considérés les revenus de pension alimentaire pour enfants dans l'ensemble des programmes gouvernementaux**. Le rapport n'a pas été déposé le 5 mars dernier et les travaux pour la réalisation de ce rapport se poursuivent.
- **En octobre 2004**, pour répondre à cet engagement, un groupe de travail interministériel a été constitué de personnes représentant le ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, le ministère des Finances, le ministère de l'Éducation, la Société d'habitation du Québec et le Secrétariat à la condition féminine. **Les travaux étaient dirigés par la Direction des programmes à la famille du MESSF.**
- **À la suite du remaniement ministériel du 18 février 2005** et à la révision des dossiers au sein de l'ancien MESSF, le groupe de travail interministériel sur le traitement des pensions alimentaires pour enfants qui relevait de la Direction des programmes à la famille du MESSF, depuis novembre 2004, relève dorénavant de la **Direction des politiques de Sécurité du revenu du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS)**.
- Les deux personnes représentant le ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine des volets famille et condition féminine continuent de participer aux travaux du comité interministériel.
- Les programmes examinés sont le programme d'assistance-emploi du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (aide de dernier recours), l'aide financière aux études du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, les programmes d'aide au logement de la Société d'habitation du Québec ainsi que le soutien aux enfants et la prime au travail.
- Les travaux en cours portent sur la description des différents programmes du gouvernement, le portrait statistique de la clientèle visée et le traitement des pensions alimentaires pour enfants dans ces derniers. Le comité interministériel a recensé les critiques soulevées par le traitement des revenus de pension alimentaire pour enfants dans la comptabilisation des revenus aux fins des programmes gouvernementaux. Les principales critiques concernent le traitement des pensions alimentaires pour enfants dans les programmes de l'assistance-emploi et de l'aide financière aux études.
- **Le 4 mai dernier**, suite au remaniement du 18 février 2005, Gérard Lescot, directeur de la Direction des politiques de Sécurité du revenu, et Pierre Gagné, représentant du MESS, ont convoqué les membres du comité interministériel à une rencontre afin de **relancer les travaux dans la perspective de formuler des recommandations**. À la suite de cette rencontre, une nouvelle version du projet de rapport sera soumise aux membres du comité interministériel afin qu'ils puissent à nouveau formuler leurs commentaires.
- Il faut attendre le dépôt du rapport et des recommandations du comité interministériel pour connaître les détails financiers.

SOURCE : SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE
2005-05-18